

## Marine Le Pen à la rencontre de ses "alliés d'Europe de l'Est" en vue des européennes : vent en poupe MAIS potentiel limité ?



Marine Le Pen se rend ce 16 novembre à Sofia à l'occasion d'une conférence dont le thème est "l'Europe des nations et de la liberté, nouveau modèle pour les citoyens européens" organisée par les partis nationaux et populistes d'Europe de l'est, notamment en vue des élections européennes.

Avec Christophe  
Bouillaud

### **Atlantico : De la Ligue italienne au RN français en passant par ces différents partis d'Europe de l'est, quels sont les points de convergence et les divergences qui peuvent exister ? L'alliance est-elle à ce titre envisageable à l'occasion des élections européennes ?**

**Christophe Bouillaud** : Le principal point de convergence de tous ces partis, c'est le refus complet de l'immigration, venue d'autres continents, en direction de leur pays en particulier et de l'Union européenne en général. Leur nativisme, c'est-à-dire leur défense des droits supposés supérieurs des natifs d'un pays sur toute autre considération, y compris de droits fondamentaux des réfugiés, reste leur marque de fabrique, et aussi la motivation commune de leurs électeurs. En dehors de cette considération générale, comme ils entendent représenter la majorité « ethnique » dans chaque pays, ils peuvent avoir une hostilité plus ou moins grande vis-à-vis d'une minorité nationale présente sur leur sol. Dans l'ex-Europe de l'est, les divisions entre nationalités déjà présentes au début du XXème siècle et actées lors des Traités de paix de 1918-1920 sont encore bien présentes. Par ailleurs, la plupart de ces partis ne tiennent guère les minorités Roms de leurs pays respectifs en grande estime. En général, leur modèle de société correspond à une vision traditionnelle. Bien sûr, le « traditionnel » de la France du RN, laïcisée et post-catholique, n'est pas exactement le même que celui d'un parti opérant dans un pays, post-communiste et encore très influencé par l'orthodoxie.

Ces partis du groupe de l'ENL sont désormais le plus souvent admirateurs du modèle d'autorité et de nationalisme affirmé que représente pour eux la Fédération de Russie, sous la direction de Vladimir Poutine, ce qui les différencie d'ailleurs d'autres nationalistes, aussi présents, comme surtout les Polonais et les Baltes qui restent sur une ligne très antirusse. Tous ces partis du groupe ENL ne sont pas en reste de critiques contre l'Union européenne, même s'ils veulent plus la subvertir de l'intérieur que la quitter, comme l'a dit clairement Matteo Salvini par exemple.

Bref, les points de convergence idéologique entre ces partis sont nombreux. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont réussi à former un groupe au Parlement européen en 2015 et un parti européen au même moment. Par contre, il est vrai que, comme nationalistes, par définition, ils peuvent avoir parfois des intérêts nationaux différents.

---

## **Comment peut-on définir la ligne politique commune qui pourrait ressortir d'une telle alliance ? De la question migratoire aux questions économiques, quel est le point d'accord ?**

Sur la question migratoire, ils sont tous d'accord pour refuser une Europe qui serait un pays d'accueil de migrants. Par contre, il faut noter tout de même que, lorsque des migrants sont quand même arrivés illégalement sur le sol européen, ils sont tous prêts à se refiler le « mistigri » - si j'ose m'exprimer ainsi. Par exemple, l'Italie, avec son Ministre Matteo Salvini, exige que les autres pays européens prennent en charge des migrants recueillis en Méditerranée – en pratique, cela revient à dire que la France ou l'Autriche doivent accueillir des migrants. C'est bien entendu exactement ce que refusent ses alliés partisans – RN en France et FPÖ en Autriche - dans ces mêmes pays. En fait, dans le monde idéal de cette alliance des nativistes, il n'y a pas de migrants qui arrivent en Europe, donc pas de problèmes entre eux pour se les répartir, mais dans le monde tel qu'il est... c'est un peu à qui refusera avec le plus de vigueur les indésirables du jour

En économie, tous ces partis sont plutôt libéraux, et, au-delà d'effets de manche, ils n'ont pas d'idée bien claire sur comment ils organiseraient l'espace économique européen s'ils le dominaient. Plus encore, en matière de gestion des problèmes de la zone Euro, on voit bien que, quand ils sont dans un pays « créditeur », ils veulent que les règles actuelles soient respectées, et à l'inverse, lorsqu'ils font partie d'un pays « débiteur ». La Ligue italienne, au gouvernement depuis juin 2018, exige ainsi que l'Italie puisse ne pas respecter les règles communes, ce qui ne plaira guère à ses alliés du FPÖ ou à ses possibles partenaires de l'AfD. Il est à noter que le RN se trouve, comme la France en général, entre deux eaux : nous ne savons pas bien si nous sommes un pays « créditeur » – destiné à financer la solidarité européenne – ou un pays « débiteur » – destiné à enfreindre les règles pour soutenir sa croissance et celle de l'Union en général. En tout cas, le discours selon lequel les Français payeraient pour les autres européens n'est pas très important pour le RN actuel, si on le compare à tout son discours sur le coût de l'immigration en France.

## **Comment peut-on anticiper le poids que pourrait obtenir une telle alliance au Parlement européen ? Avec quelles conséquences pour les autres partis, notamment pour l'ALDE (libéraux), le PPE (droite), et le PSE (socialiste) ?**

Selon le point fait fin octobre 2018, par *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, on aurait une augmentation du poids de toutes les droites situées à la droite du PPE de 20% actuellement à autour de 25% des sièges. Il reste par ailleurs une grande incertitude sur l'organisation de ce monde, divisé entre droites extrêmes et extrêmes-droites, entre antirusses et pro-russes. Il est structuré actuellement en trois groupes distincts. Est-ce que cela sera toujours le cas ? D'autant plus que deux de ces groupes correspondaient à une division toute britannique entre Conservateurs d'un côté et UKIP de l'autre.

La poussée des droites nationalistes, souverainistes, ne va donc pas déséquilibrer sauf surprise l'équilibre général des forces au sein du Parlement européen. Par contre, pour des raisons de sur-majorité nécessaire pour bien gérer un Parlement multinational où l'absentéisme peut exister, il y aura l'obligation d'une majorité à trois entre les partis européens historiques : PPE, PSE et ALDE. Le choix d'un candidat pour la tête de la Commission européenne, comme Franz Timmermans par le PSE, montre que ce dernier n'espère rien d'autre. On repartira donc vers une grande coalition ripolinée sans doute par l'arrivée en fanfare des « marcheurs » français, pour autant qu'ils ne subissent pas une déroute en mai prochain.